



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

sécurité des biens et des personnes

Question au Gouvernement n° 312

Texte de la question

SÉCURITÉ À L'OCCASION DES MATCHS DE FOOTBALL

M. le président. La parole est à M. Pierre-Christophe Baguet.

M. Pierre-Christophe Baguet. Ma question s'adresse à M. le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales.

Certains matchs de football qui se déroulent au stade du Parc des Princes ne sont plus la fête familiale et sportive qu'ils devraient être, mais se transforment en guerre de rue. Pour faire face, les forces de l'ordre sont toujours plus nombreuses et les mesures contre les riverains toujours plus restrictives. Pour le match Paris-Saint-Germain-OM du 26 octobre dernier, des mesures exceptionnelles, qui devraient être celles de la dernière chance, n'ont pas suffi : 2 000 policiers, deux procureurs, fermeture des commerces alentour, interdiction de vente d'alcools, match avancé à dix-sept heures et, pour des milliers de riverains, enlèvement des voitures dès six heures trente du matin jusqu'à vingt-trois heures, invitation à ne pas sortir de leur domicile dès treize heures trente. Malgré cela : soixante et une arrestations, douze personnes placées en garde à vue et l'utilisation de flash-balls. Aussi, l'annonce d'un nouveau PSG-OM, samedi, mais cette fois en coupe de France, donc éliminatoire et, de surcroît, à vingt heures quarante-cinq, est une nouvelle provocation. Mon collègue Claude Goasguen, le sénateur-maire de Boulogne-Billancourt et moi-même ne pouvons plus accepter la réponse qu'on nous fait depuis sept ans et selon laquelle les intérêts financiers prévalent sur la liberté des hommes. Il est urgent qu'un gouvernement se saisisse enfin de ce dossier.

Avant de devoir descendre à leur tour dans la rue, calmement mais déterminés à défendre les droits républicains, les riverains, les associations et tous les élus excédés vous demandent très solennellement d'agir. *(Applaudissements sur les bancs du groupe Union pour la démocratie française et du groupe Union pour la majorité présidentielle.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales.

M. Nicolas Sarkozy, ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales. Monsieur le député, vous avez parfaitement raison,...

M. Bernard Derosier. Tout le monde a donc toujours raison ?

M. le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales. ... la situation est devenue inacceptable.

Avec Jean-François Lamour, j'ai pris contact avec les dirigeants du football français amateur et professionnel, et avec les dirigeants des deux clubs.

Qui peut ici se satisfaire que des racistes envahissent nos stades et profitent de matchs de football pour se livrer à de véritables ratonnades ? Qui peut accepter que des matchs amateurs donnent lieu à des bagarres de rue ?

Et qui peut accepter que les stades où se déroulent les matchs de football, qui sont, par définition, des spectacles familiaux, soient devenus des lieux où l'on ait peur d'aller ou de laisser aller ses enfants ? Qui peut comprendre que, pour le match PSG-OM, qui devrait être une fête, nous devions mobiliser pas moins de 2 000 fonctionnaires, qui sont pris ailleurs, là où l'on aurait besoin d'eux pour des choses plus sérieuses qu'encadrer des supporters ? Ceux de Marseille ont bien le droit de venir encourager leur équipe sans que les supporters de Paris considèrent cela comme un crime. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française.*) La situation est d'autant plus inacceptable qu'elle ne concerne pas seulement - et je parle sous le contrôle du ministre des sports - les grands événements médiatisés. On aurait tort de désigner à la vindicte un club plutôt qu'un autre alors qu'il y a quelques jours, à l'occasion du match Rennes-Guingamp, on a vu les supporters d'une équipe agresser les supporters de l'autre équipe qui repartaient en car.

Nous allons prendre des mesures très fermes, et pas plus tard que lors du débat des deux jours qui viennent, en déposant des amendements tendant à durcir les condamnations contre ceux qui se comportent comme des voyous. Se comporter comme un voyou, c'est condamnable : dans un stade, c'est encore pis.

Enfin, je demanderai au garde des sceaux de bien vouloir organiser une réunion (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste*) avec les présidents de clubs, le ministre des sports, les procureurs de la République et moi-même. Il ne sert à rien de voter des lois si elles ne sont pas appliquées, et les dirigeants de clubs m'ont indiqué qu'ils étaient prêts à s'associer à cette politique déterminée. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française.*)

M. Jean Glavany. C'est le nouveau Premier ministre ! Il y a donc deux Premiers ministres ?

Données clés

Auteur : [M. Pierre-Christophe Baguet](#)

Circonscription : Hauts-de-Seine (9^e circonscription) - Union pour la Démocratie Française

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 312

Rubrique : Sécurité publique

Ministère interrogé : intérieur

Ministère attributaire : intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 22 janvier 2003

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 22 janvier 2003